

**NEPAL :**

(énième) **crise domestique et tension régionale (avec l'Inde)**

*Un fait  
son décryptage  
une analyse  
des perspectives*

**LE FAIT**

➤ *Le 3 décembre, à l'issue d'une réunion entre responsables gouvernementaux népalais et représentants de la minorité madhesi (ethnie des plaines méridionales du Terai ; 1/5<sup>e</sup> de la population), semblait enfin s'esquisser un début de sortie de crise, jusqu'alors bien long à se dessiner.*

➤ *Après dix semaines de violence (une cinquantaine de victimes) dans le sud entre protestataires madhesi et forces de l'ordre, alors que cet Etat himalayen enclavé et exsangue subissait un blocus commercial interdisant tout échange (et ravitaillement) avec l'Inde –une situation sur le point de dégénérer en nouvelle crise humanitaire (neuf mois après un terrible séisme)-, Katmandou et ses partis politiques retors acceptaient le principe de revoir certaines dispositions du nouveau texte constitutionnel à l'origine du courroux de la minorité madhesi.*

➤ *Le 20 septembre, au crépuscule de l'été et au terme d'un processus de rédaction pour le moins heurté, le Parlement finissait par valider le texte d'une nouvelle Constitution. Un exercice laborieux étiré sur près de dix ans, entrepris sur les cendres brûlantes d'une douloureuse décennie de guerre civile (1996-2006 ; 17 000 morts) peinant encore à résorber ses plaies.*

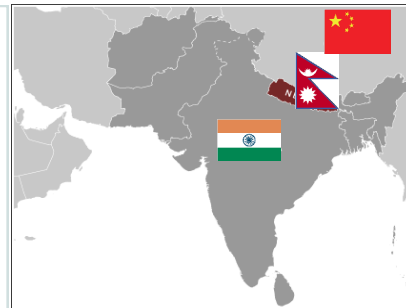
➤ *Domestique à l'origine, le contentieux changea de dimension et vira à la crise diplomatique avec Delhi, accusée par Katmandou de soutenir la cause madhesi et d'organiser de facto le blocus commercial du pays.*

**L'ANALYSE**

■ Affligé au printemps par la violence de la nature (séisme du 25 avril dans la vallée de Katmandou ; 9000 victimes ; un demi-million de sinistrés), l'ancien royaume hindouiste himalayen un temps gouverné par un camarade maoïste (le 1<sup>er</sup> min. Prachanda ; 2008-2009) demeure plus encore exposé à la gouvernance passable de ses dirigeants (huit 1<sup>ers</sup> ministres différents depuis 2008), bien plus accaparés par leurs intérêts matériels prédateurs que par la gestion des affaires nationales, lesquelles comptent pourtant une bordée de dossiers critiques : reconstruction post-guerre civile et post-séisme, réconciliation nationale au niveau zéro, pauvreté et sous-développement, chômage endémique (un actif sur deux sans emploi).

■ Entre incurie de ses dirigeants, carences et profusion de maux, ce pays aux 135 groupes ethniques noyé entre les géants indien (au sud) et chinois (au nord) demeure fin 2015 un acteur fragile, faible et divisé, incapable de se soustraire à l'influence/ingérence de ses puissants voisins.

■ A commencer par celle de l'Inde, puissance méridionale traditionnellement très (trop ?) impliquée dans les affaires népalaises (ethniques, religieuses, économiques, sécuritaires, commerciales) au point d'apparaître pour nombre de Népalais comme un *Big Brother* régional condescendant, incommode, n'hésitant pas à malmenager vertement ses voisins –fussent-ils indigents- pour son seul profit.

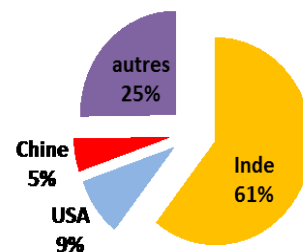


**NÉPAL — INDE**

*David contre Goliath en Asie du sud*

	
3,2 millions km <sup>2</sup>	147 000 km <sup>2</sup>
1,25 milliard h	31 millions h
Capit. : N. Delhi	Katmandou
hindouisme 80%	hindouisme 81%
République fédé.	République fédé.
1 <sup>er</sup> min. N. Modi	1 <sup>er</sup> min. K.P. Oli
9 <sup>e</sup> éco. mondiale	107 <sup>e</sup> mondiale
PIB 2000 milliards \$	PIB 20 milliards \$
Revenus annuels per capita 1600 \$	Revenus annuels per capita 625 \$
1,3 million soldats	140 000 soldats

**NEPAL : partenaires à l'export**



**LA CITATION**

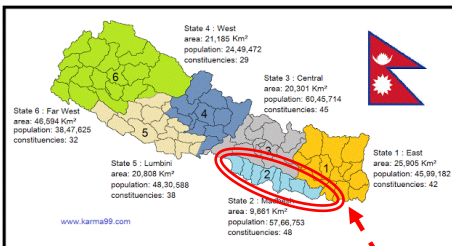
*“Nous voulons définir de futures relations avec l'Inde reposant sur l'égalité ; cela vaut également pour la Chine. Nous ne tolérerons aucune attitude de “big brother”. Notre opposition à une telle posture indienne n'implique pas que nous invitons d'autres pays à agir de même. Les relations doivent être équilibrées (...)”, M. Gyawali, CPN-UML, The Hindu, 29 novembre*

**ACTEURS EN PRÉSENCE**

**Le gouvernement népalais**  
**La minorité madhesi**  
**Les partis politiques népalais**  
**Le gouvernement indien N. Modi**  
**Opinion publique de l'Inde du nord**

**CHRONOLOGIE récente**

- 06/12: départ pour Delhi (Inde) d'une délégation de représentants madhesi.
- 05/12: réunion à Katmandou gouvernement / dirigeants madhesi (UDMF)
- 26/11 : après deux mois de blocus commercial, risque de 2<sup>e</sup> crise humanitaire évoqué
- 30/10: livraison de pétrole chinois au Népal
- 20/10: visite à Delhi du Vice-1<sup>er</sup> min. népalais ; rencontre avec le 1<sup>er</sup> ministre N. Modi
- 11/10 : K.P. Sharma Oli nouveau 1<sup>er</sup> ministre
- 28/09 : début du rationnement de l'essence
- 24/09 : début agitation madhesi ; tension à la frontière indienne ; blocus commercial
- 20/09 : adoption de la nouvelle Constitution
- 25/04 : séisme magnitude 8 ; 9000 victimes.



**DÉCLARATIONS & REACTIONS**

*"L'Inde est préoccupée par les manifestations et les violences au Népal. Nous recommandons la flexibilité à l'ensemble des forces politiques de telle manière que les questions en suspens soient traitées par le dialogue, dans une atmosphère libre de violence", S. Swaraj, ministre indienne Affaires étrangères, The Hindu, 15.09.2015*

\*\*\*\*\*

*"Il s'agit d'un blocus économique du Népal. L'Inde l'a imposé après que certaines suggestions vis-à-vis de la nouvelle Constitution n'aient pas été prises en compte", M. Basnet, ministre népalais de l'Industrie, le 28 septembre 2015.*

L'auteur



**OLIVIER GUILLARD**, spécialiste de l'Asie, est chercheur à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS ; Paris), chercheur au CERIAS (UQAM ; Montréal), directeur de l'information du cabinet de conseil Crisis 24 (Paris ; Washington).

**ENJEUX et CONSEQUENCES**

◆ Le 5 décembre, la rencontre à Katmandou entre le 1<sup>er</sup> ministre K.P. Oli et divers représentants madhesi du United Democratic Front (UMDF) n'a pas permis de mettre un terme à un trimestre de fronde et de blocus commercial dans le sud du pays. Le lendemain, alors qu'une délégation de l'UMDF s'envolait vers Delhi pour convenir d'une suite commune avec les autorités indiennes - notamment bienveillantes vis-à-vis des dolléances des Madhesi (une ethnie originaire des Etats indiens du Bihar et d'Uttar Pradesh) -, des Népalais présents dans la capitale indienne manifestaient leur déplaisir et dénonçaient l'ingérence (quoique niée véhément) de l'Inde dans cette question relevant strictement des affaires domestiques du Népal.

◆ Adopté fin septembre à une large majorité parlementaire, le nouveau texte constitutionnel confère une trame fédérale formelle à l'ancienne monarchie, scindant administrativement ce territoire (peu ou prou le quart de l'Hexagone) en six Etats distincts, dont un Etat Madesh (voir carte ci-contre, entouré de rouge) de 10000 km² (six millions d'habitants). Une configuration loin de convenir à la minorité méridionale Madhesi, laquelle s'estime insuffisamment représentée au niveau parlementaire (un grief déploré de tout temps) et désireuse de redécouper cet Etat du sud en deux entités distinctes (écartant les communautés Tharu et Madhesi).

◆ L'empathie fraternelle naturelle (euphémisme) de New Delhi pour la cause Madhesi, les réserves de l'administration Modi sur la nouvelle architecture constitutionnelle népalaise (en amont de cette crise, le 1<sup>er</sup> ministre indien avait laissé

connaître à diverses reprises son opposition au texte débattu), l'attitude de la nouvelle administration népalaise (élection du 1<sup>er</sup> ministre K.P. Oli, chef du parti communiste du Népal CPN-UML, le 15 octobre) jugée un brin frondeuse à l'endroit du voisin indien, enfin, *last but not least*, le réflexe coutumier de Delhi de juger les préoccupations politiques de ses (petits) voisins à l'aune de ses seuls intérêts domestiques et stratégiques (cf. attitude identique vis-à-vis du Sri Lanka, des Maldives et du Bangladesh) ont mécaniquement précipité la puissance régionale indienne au coeur de cette tourmente himalayenne.

**PROSPECTIVE**

*Il y a un quart de siècle (1989-90), l'Inde imposait déjà à son exsangue voisin himalayen enclavé l'expérience douloureuse d'un interminable blocus commercial (embargo), étiré sur quinze mois. Katmandou avait eu le tort de se tourner exceptionnellement vers Pékin pour acquérir quelques armes dont son armée avait besoin ; un crime de lèse-majesté impardonnable pour Delhi.*

*Une expérience mal vécue par la population népalaise, à l'origine d'une nette dégradation du crédit de l'Inde dans le sous-continent.*

*Vingt-cinq ans plus tard, Delhi ne paraît pas avoir tiré les enseignements de ce précédent indélicat, notamment vis-à-vis d'un Etat peinant à se remettre d'un séisme destructeur et meurtrier (printemps 2015).*

*Toute émergente soit-elle et désireuse de tenir la dragée haute aux ambitions chinoises, l'Inde du XXI<sup>e</sup> siècle peine visiblement encore à définir une politique de bon voisinage, pourtant nécessaire, en phase avec son nouveau statut. Une carence à pallier au plus tôt.*

Paris, le 6 décembre 2015